

Wladimir Jabotinsky et Oled Yinon, deux expressions de la politique israélienne ¹

René Berthier

Les grands projets politiques n'ont souvent pas besoin d'être longuement analysés, parce que leurs auteurs exposent sans détour leurs intentions réelles. C'est particulièrement vrai dans deux textes qui exposent le projet sioniste, l'un datant de 1923 dont l'auteur est Wladimir Jabotinsky, l'autre écrit par un ancien fonctionnaire du ministère israélien des affaires étrangères nommé Oled Yinon et datant de 1982.

Wladimir Jabotinsky : « Le Mur d'acier »

C'est le titre d'un livre écrit par le fondateur du sionisme dit « révisionniste », c'est-à-dire un sionisme d'extrême droite qui rejetait la façade libérale et sociale du sionisme originel. Voici ce qu'il dit :

« Il ne peut être question d'une réconciliation volontaire entre nous et les Arabes, ni maintenant ni dans un futur prévisible. Toute personne de bonne foi, mis à part les aveugles de naissance, a compris depuis longtemps l'impossibilité complète d'aboutir à un accord volontaire avec les Arabes de Palestine pour la transformation de la Palestine d'un pays arabe en un pays à majorité juive. Chacun d'entre vous a une compréhension globale de l'histoire de la colonisation. Essayez de trouver un seul exemple où la colonisation d'un pays s'est faite avec l'accord de la population autochtone. Ça ne s'est produit nulle part.

« Les autochtones combattront toujours obstinément les colonisateurs – et c'est du pareil au même qu'ils soient civilisés ou non. Les compagnons d'armes de Hernan Cortez ou de Francisco Pizarre se sont conduits comme des brigands. Les Peaux-Rouges ont combattu avec ferveur et sans compromis les colonisateurs au bon cœur comme les méchants. Les indigènes ont combattu parce que toute forme de

¹ Extrait de *Israël-Palestine. Mondialisation et micro-nationalismes*, Acratie 1998.

colonisation n'importe où à n'importe quelle époque est inacceptable pour le peuple indigène.

« Tout peuple indigène considère son pays comme sa patrie, dont il veut être totalement maître. Il ne permettra pas de bon gré que s'installe un nouveau maître. Il en est ainsi pour les Arabes. Les partisans du compromis parmi nous essaient de nous convaincre que les Arabes sont des espèces d'imbéciles que l'on peut tromper avec des formulations falsifiées de nos buts fondamentaux. Je refuse purement et simplement d'accepter cette vision des Arabes palestiniens.

« Ils ont exactement la même psychologie que nous. Ils considèrent la Palestine avec le même amour instinctif et la ferveur véritable avec laquelle tout Aztèque considérait Mexico ou tout Sioux sa prairie. Tout peuple combattra les colonisateurs jusqu'à ce que la dernière étincelle d'espoir d'éviter les dangers de la conquête et la colonisation soit éteinte. Les Palestiniens combattront de cette façon jusqu'à ce qu'il n'y ait pour ainsi dire plus une parcelle d'espoir.

« Peu importe les mots que nous utilisons pour expliquer notre colonisation. La colonisation a sa propre signification intégrale et inévitable qui est comprise par tous les Juifs et tous les Arabes. La colonisation n'a qu'un but. C'est dans la nature des choses. Changer cette nature est impossible. Il était nécessaire de mener la colonisation contre la volonté des Arabes palestiniens et cette nécessité existe aujourd'hui de la même manière. Même un accord avec les non-Palestiniens est une lubie du même type. Pour que les nationalistes arabes de Bagdad, de La Mecque et de Damas acceptent de payer un tel prix, il faudrait qu'ils refusent de maintenir le caractère arabe de la Palestine.

« Nous ne pouvons offrir aucune compensation contre la Palestine, ni aux Palestiniens ni aux Arabes. Par conséquent, un accord volontaire est inconcevable. Toute colonisation, même la plus réduite, doit se poursuivre au mépris de la volonté de la population indigène. Et donc, elle ne peut se poursuivre et se développer qu'à l'abri du bouclier de la force, ce qui veut dire un Mur d'acier que la population locale ne pourra jamais briser. Telle est notre politique arabe. La formuler de toute autre façon serait de l'hypocrisie.

« Que ce soit au travers de la déclaration Balfour ou au travers du mandat, l'exercice d'une force étrangère est une nécessité pour établir dans le pays les conditions d'un pouvoir et d'une défense par lesquels la population locale, quels que soient ses désirs, soit privée de la possibilité d'empêcher la colonisation, par des moyens administratifs ou physiques. La force doit jouer son rôle – brutalement et sans indulgence. De ce point de vue, il n'y a pas de différence significative entre nos militaristes et vos végétariens. Les uns préfèrent un Mur d'acier fait de baïonnettes juives, les autres un Mur d'acier constitué de baïonnettes anglaises.

« Au reproche habituel selon lequel ce point de vue est immoral, je répons “absolument pas”. C'est notre morale. Il n'y a pas d'autre morale. Aussi longtemps qu'il y aura la moindre étincelle d'espoir pour les Arabes de nous résister, ils n'abandonneront pas cet espoir, ni pour des mots doux ni pour des récompenses alléchantes, parce qu'il ne s'agit pas d'une tourbe mais d'un peuple, d'un peuple vivant. Et aucun peuple ne fait de telles concessions sur de telles questions concernant son sort, sauf lorsqu'il ne reste aucun espoir, jusqu'à ce que nous ayons supprimé toute ouverture visible dans le Mur d'acier ⁽²⁾. »

Ce texte a le mérite d'être extrêmement explicite, et il est frappant de constater qu'il n'y transparait aucun mépris pour les Palestiniens. Ce sont des adversaires qu'il faut battre et Jabotinsky le dit sans hypocrisie, ce qui ne sera pas le cas des dirigeants israéliens après la fondation de l'Etat, qui nieront l'existence même d'un peuple palestinien, ce que ne fait pas du tout Jabotinsky. La lecture de ce texte ne laisse par ailleurs aucune ambiguïté sur le caractère colonial du projet sioniste.

Oled Yinon est lui aussi dénué de toute hypocrisie et expose son projet très clairement. Son texte a été publié en février 1982 ; Israël envahissait le Liban en juin.

Oled Yinon : « Stratégie pour Israël »

La politique israélienne se caractérise par un certain nombre de constantes, qu'elle soit menée par la droite ou par la gauche. On a coutume de penser que cette politique est motivée par la nécessité de survivre face à un environnement hostile. En réalité cela va beaucoup plus loin, comme le révèle un article, intitulé « La stratégie pour Israël pour les années quatre-vingts », écrit par Oled Yinon, ancien fonctionnaire du ministère israélien des affaires étrangères ⁽³⁾, et publié par le département de la Propagande de l'Organisation sioniste mondiale, de Jérusalem. Cet article a le mérite de dire les choses explicitement et d'éclairer singulièrement la stratégie de l'Etat israélien dans la région. Si certains points de cette stratégie, élaborée au début des années quatre-vingts, sont aujourd'hui dépassés, on y voit comment, soutenus par la puissance formidable de l'impérialisme américain, les nationalistes israéliens les plus extrémistes entendent, de ce petit Etat de 5,5 millions d'habitants ⁽⁴⁾, déstabiliser l'ensemble du monde arabe. On voit aussi à quel point la stratégie expansionniste d'Israël

² Cité par Ralph Shoenman, *L'histoire cachée du sionisme*, Sélis, 1988.

³ L'article, publié par *la Revue d'études palestiniennes*, a été initialement publié dans *Kivunim* [Orientations], n° 14, février 1982.

s'appuie sur les contradictions internes du monde arabe, que l'article révèle très clairement.

D'abord un constat : le monde islamique est incapable de résoudre ses problèmes fondamentaux et par conséquent ne peut être une véritable menace pour Israël à long terme ; il l'est cependant à court terme, en raison de sa puissance militaire. A long terme, le Moyen-Orient ne pourra pas survivre dans ses structures actuelles sans passer par des transformations révolutionnaires. « Le monde arabe n'est qu'un château de cartes construit par des puissances étrangères (...) au mépris des aspirations des autochtones. »

Les divisions confessionnelles, sociales et politiques, linguistiques et ethniques du monde arabo-musulman sont passées en revue pour souligner l'incapacité des gouvernements à faire face à une crise interne. « Telle est la triste situation de fait, la situation troublée des pays qui entourent Israël. C'est une situation lourde de menaces, de dangers, mais aussi riche de possibilités, pour la première fois depuis 1967. » Ces chances, qui n'ont pas été saisies dans le passé, peuvent se représenter « dans une ampleur que nous ne pouvons pas imaginer aujourd'hui ». Il s'agit, évidemment, de l'expansion territoriale. En effet, la politique de paix, la restitution des territoires « sous la pression des Etats-Unis, excluent cette chance qui s'offre à nous », dit Yinon. « Depuis 1967, les gouvernements successifs d'Israël ont subordonné nos objectifs nationaux à d'étroites urgences politiques, à une politique intérieure stérilisante qui nous liait les mains aussi bien chez nous qu'à l'étranger. »

L'EGYPTE

Parmi les objectifs prioritaires mentionnés par notre stratège, il est « d'importance vitale pour nous de regagner le Sinaï, avec ses ressources, exploitées et potentielles » (il s'agit évidemment du pétrole). « C'est pour nous un objectif politique prioritaire, que les accords de Camp David et les accords de paix nous empêchent de poursuivre », accords de paix que l'auteur qualifie plus loin de « malencontreux ».

Il faut donc « reprendre le Sinaï en tant que réserve stratégique, économique et énergétique à long terme »... La voie directe, c'est-à-dire l'occupation pure et simple, n'est pas possible, à moins que l'Egypte « fournisse à Israël un prétexte » pour le faire. Il faut donc employer la voie indirecte, en profitant de l'effritement économique du pays et de ses tensions intérieures. « L'Egypte, dans sa configuration intérieure actuelle, est déjà moribonde, et plus encore si nous prenons en compte la rupture entre chrétiens et musulmans, qui va croissant. Démanteler l'Egypte, amener sa décomposition en unités géographiques séparées : tel est l'objectif politique d'Israël sur son front occidental, dans les

⁴ 4,5 si on excepte le million d'Israéliens d'origine palestinienne qui ne sauraient cautionner cette politique.

années quatre-vingts.» Si l'Egypte se désagrège, la Libye, le Soudan ne pourront plus se maintenir, et même des pays plus éloignés ; ils « accompagneront l'Egypte dans sa chute et sa dissolution. On aura alors un Etat chrétien copte en Haute-Egypte, et un certain nombre d'Etats faibles, au pouvoir très circonscrits, au lieu du gouvernement centralisé actuel ; c'est le développement historique logique et inévitable à long terme, retardé seulement par l'accord de paix de 1979. »

LE LIBAN ET LA SYRIE

Yinon n'en reste pas à l'Egypte, évidemment. En effet, selon lui « la décomposition du Liban en cinq provinces préfigure le sort qui attend le monde arabe tout entier, y compris l'Egypte, la Syrie, l'Irak et toute la péninsule arabe ; au Liban, c'est déjà un fait accompli. La désintégration de la Syrie et de l'Irak en provinces ethniquement ou religieusement homogènes, comme au Liban, est l'objectif prioritaire d'Israël, à long terme, sur son front est ; à court terme, l'objectif est la dissolution militaire de ces Etats. [Commentaire : que signifie “dissolution militaire d'un Etat” ? Son écrasement par des opérations militaires ?] La Syrie va se diviser en plusieurs Etats, suivant les communautés ethniques, de telle sorte que la côte deviendra un Etat alaouite chi'ite ; la région d'Alep, un Etat sunnite ; à Damas, un autre Etat sunnite hostile à son voisin du nord ; les Druzes constitueront leur propre Etat, qui s'étendra sur notre Golan peut-être, et en tout cas dans le Haourân, et en Jordanie du Nord. Cet Etat garantira la paix et la sécurité dans la région, à long terme ; c'est un objectif qui est dès à présent à notre portée. »

L'IRAK

« En Irak, 65 % de la population [les chi'ites] n'ont aucune part aux décisions politiques ; le pouvoir est aux mains d'une classe gouvernante représentant 20 % de la population, plus une forte minorité kurde dans le nord du pays. N'étaient son régime fort, son armée et sa richesse pétrolière, le sort de ce pays serait analogue à celui du Liban hier, de la Syrie aujourd'hui. Les germes de dissension interne et de guerre civile apparaissent déjà, surtout depuis la prise du pouvoir en Iran par Khomeiny, en qui les chi'ites voient leur chef naturel. »

L'Irak est « un terrain de choix pour l'action d'Israël ». Il est riche en pétrole et en proie à de graves dissensions internes. « Le démantèlement de ce pays nous importe plus encore que celui de la Syrie. L'Irak est plus fort que la Syrie ; à court terme, le pouvoir irakien est celui qui menace le plus la sécurité d'Israël. » C'est pourquoi l'auteur appelle de ses vœux une guerre entre l'Irak et la Syrie, ou entre l'Irak et l'Iran, qui désintégrera l'Etat irakien. « Tout conflit à l'intérieur du monde arabe nous est bénéfique à court terme, et précipite le moment où l'Irak se divisera en fonction de ses communautés religieuses, comme la Syrie et le Liban. » Trois Etats pourront ainsi se constituer autour des villes principales de Bagdad, Mossoul et Bassorah.

LA JORDANIE

La Jordanie est un « objectif stratégique à court terme » (apparemment, tout est un objectif stratégique à court terme). Lorsque se terminera le « trop long règne du roi Hussein », le pays se désintégrera, sera remplacé par un pouvoir palestinien et ne constituera plus une menace pour Israël (pourquoi ? mystère...). La tactique d'Israël sur le plan militaire ou diplomatique doit être de liquider le régime jordanien et de « transférer le pouvoir à la majorité palestinienne ».

« Ce changement de régime en Jordanie résoudra le problème des territoires Cisjordanien à forte population arabe ; par la guerre ou par les conditions de paix, il devra y avoir déportation des populations de ces territoires, et un strict contrôle économique et démographique – seuls garants d'une complète transformation de la Cisjordanie comme de la Transjordanie. A nous de tout faire pour accélérer ce processus et le faire aboutir dans un proche avenir. »

Il faut donc rejeter le plan d'autonomie et toute proposition de compromis, de partage des territoires. « Il n'y aura de véritable coexistence pacifique dans ce pays que lorsque les Arabes [*Yinon parle sans doute des Palestiniens*] auront compris qu'ils ne connaîtront ni existence ni sécurité qu'une fois établie la domination juive depuis le Jourdain jusqu'à la mer. Ils n'auront une nation propre et la sécurité qu'en Jordanie. »

L'idée selon laquelle la Jordanie était le pays dans lequel devaient naturellement s'installer les Palestiniens a longtemps été pour les autorités israéliennes le point central de la solution du problème des réfugiés qui s'obstinaient à réclamer le droit au retour. Dans un sens ils n'avaient pas tort, dans la mesure où 65 % de la population jordanienne est d'origine palestinienne. L'éventualité d'une déportation massive des Palestiniens vers la Jordanie a été sérieusement envisagée. Evidemment, le roi Hussein de Jordanie a vécu dans la terreur que cette solution soit mise en œuvre, car elle signifiait la liquidation de son régime, et toute sa politique a consisté à essayer de l'empêcher. Au début de la guerre du Golfe, le *Wall Street Journal* écrivait : « Dans une interview, il y a six semaines, le roi Hussein de Jordanie était visiblement traumatisé parce qu'il envisageait la possibilité d'une guerre au Proche-Orient, à l'instigation d'Israël. Israël, disait-il, cherche un prétexte pour renverser son royaume et le transformer en une patrie pour les Palestiniens qui seraient chassés d'Israël afin de faire place aux Juifs soviétiques. Il disait que les risques de guerre étaient plus grands que jamais depuis les trente-sept ans de son règne. » (*The Wall Street Journal*, 16 août 1990, « Jordan's King Is Played for a Fool »).

Le problème des « Arabes autochtones » ne recevra de solution que lorsqu'ils reconnaîtront que la présence d'Israël dans les zones de sécurité jusqu'au Jourdain « et au-delà » constitue une nécessité vitale pour les Israéliens, « dans l'ère nucléaire que nous allons vivre ». Il faut que la population israélienne, à

cause du danger nucléaire, soit dispersée : la Judée, la Samarie, la Galilée – c'est-à-dire les territoires occupés – « sont nos seules garanties d'existence nationale ». (Yinon n'envisage pas que c'est Israël qui est un danger pour les autres pays de la région, car c'est le seul à détenir l'arme nucléaire.) Il faut que les Juifs s'implantent de façon majoritaire dans les zones montagneuses, coloniser tout le versant de la montagne qui s'étend depuis Birsheba jusqu'en Haute-Galilée (c'est-à-dire le Golan, pris à la Syrie), « coloniser la montagne qui jusqu'à présent est vide de Juifs ».

Ce texte appelle plusieurs commentaires. Il reprend une argumentation qui revient systématiquement dans la presse israélienne, selon laquelle les gouvernements israéliens successifs ont lié la politique de leur pays aux intérêts étrangers ; les puissances occidentales, et en particulier les Etats-Unis, empêcheraient Israël d'avoir une politique de défense efficace et entraveraient son action. Pour Yinon, les accords de Camp David sont une erreur car ils empêchent Israël de réaliser son projet de division du monde arabe et d'extension territoriale. Il « oublie » qu'Israël ne peut survivre que grâce aux 3 milliards de dollars de dons annuels accordés par le gouvernement américain : la part d'Israël représente 50 % du total de l'aide américaine au tiers monde... Il « oublie » que les « malheureux » accords de camp David ont neutralisé l'Egypte en tant que protagoniste du conflit israélo-arabe, ce qui a permis à Israël d'intégrer les territoires occupés et d'attaquer le Liban avec le soutien accru des Etats-Unis. L'analyste israélien, Avner Yaniv, cité par Chomsky, écrit que la mise à l'écart de l'Egypte eut pour effet de « laisser le champ libre à Israël pour mener des opérations militaires contre l'OLP au Liban et poursuivre le peuplement de la Cisjordanie » (5).

Yinon reste cependant cohérent avec ses propres positions. Il reconnaît que le projet d'expansion territoriale d'Israël nécessiterait une profonde transformation de la structure politique et économique du pays. Il faut liquider l'économie centralisée d'Israël et créer une réelle économie de marché, ce qui permettrait, dit-il, « de nous affranchir de notre dépendance à l'égard du contribuable américain » et développer une infrastructure productive indépendante. Ces idées correspondent tout à fait aux options de Netanyahu, fervent libéral.

Israël est le seul Etat inconditionnellement pro-occidental – par intérêt autant, sinon plus que par idéologie – au Moyen-Orient. Et le seul intérêt qu'ont les Américains au Moyen-Orient est le pétrole. Il ne faut, à notre avis, voir nulle part ailleurs le lien qui unit l'Etat hébreu aux Etats-Unis. Le lobby pro-israélien a beau être invoqué par ses adversaires qui le présentent comme un épouvantail, ou par ses propres membres qui vantent sa puissance, il y a peu de chance que les stratèges américains continueraient à soutenir cet Etat s'ils n'y avaient pas

5 Chomsky, « Après la guerre froide, la guerre réelle », in *La guerre du pétrole*, éditions EPO.

intérêt. En 1956, le président Eisenhower avait mis à exécution ses menaces de coupure de crédits, menace qui avaient été immédiatement suivies d'effet. Si, aujourd'hui, l'administration américaine n'emploie pas la même méthode pour régler la question palestinienne, ce n'est pas au « lobby juif » qu'il faut l'imputer, mais à une volonté politique. Israël, selon David Niles, l'associé du président Truman, est « une sorte de porte-avions stationnaire pour la protection des intérêts américains en Méditerranée et au Moyen-Orient ». L'expression d'un secrétaire à la Défense, Melvin Laird, est peut-être plus triviale, mais tout aussi imagée : Israël joue le rôle de « flic en patrouille ».

Le règlement politique de la question palestinienne ne présente aux yeux de l'administration américaine aucun intérêt, dans la mesure où ce conflit entretient la division dans le monde arabe, encourage les achats d'armes et garantit le contrôle occidental sur l'approvisionnement en pétrole et sur la rente pétrolière.